



Séance ordinaire du mardi 3 octobre 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le trois octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Mylène MIFSUD, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Cyril MEUNIER, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Michel CALVO.

Hors commission - Délégation de service public (DSP) de Transport Urbain - Avenant n°11 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Gratuité des transports publics pour les habitants de la Métropole à partir du 21 décembre 2023

Face à la crise climatique et ses conséquences désastreuses pour les territoires et les populations, la transition écologique est devenue une priorité, même un devoir, pour les Etats et les territoires du monde entier. Montpellier Méditerranée Métropole participe activement à cette transition écologique, et s'est positionnée comme novatrice pour oser des solutions ambitieuses à même de provoquer le changement indispensable des comportements et de se repositionner dans la course contre la montre désormais engagée pour lutter contre le changement climatique.

Dans cette voie, Montpellier Méditerranée Métropole fait le choix d'affirmer une conviction forte en conciliant protection de l'environnement et protection sociale : sa transition écologique est aussi une transition solidaire. Pour réussir cette transition, la « *décarbonation* » de la mobilité en ville est une priorité affirmée de la Métropole. En témoigne le travail réalisé depuis le début du mandat en ce sens à l'appui de sa stratégie mobilités 2025.

Sur le territoire de la Métropole, 40% des émissions de CO₂ proviennent des transports, et principalement de l'automobile. Faire le choix d'une mobilité décarbonée et d'alternatives à la voiture individuelle, c'est donc la garantie d'améliorer la qualité de l'air, et ainsi protéger la santé des habitants de la Métropole. En effet, la pollution de l'air respiré est source de maladies et notamment de cancers avec 40 000 morts estimés par an en France. La nécessité d'offrir aux habitants de la Métropole des services de mobilité plus respectueux de la planète constitue donc un enjeu majeur. A ce titre, un des premiers leviers mobilisé est de rendre le transport public plus attractif pour chaque habitant de la Métropole de telle sorte qu'il soit réellement concurrentiel de la voiture particulière.

Cette volonté politique s'appuie sur une politique d'investissements conséquents, que ce soit la réalisation de la ligne 5 de tramway, l'extension de la ligne 1 jusqu'à la gare Montpellier Sud de France ou encore la création d'une nouvelle offre de bus à haut niveau de service. Elle est également adossée à une politique de valorisation des mobilités douces, au travers des travaux de sécurisation de voies (véloignes) ou encore d'aides directes au changement de pratiques (aide aux achats de Vélos à Assistance Electrique (VAE) pour les particuliers et les professionnels, aides aux entretiens des vélos, promotion du savoir rouler à vélo auprès des élèves de CM2, etc...).

A ces investissements pour développer le réseau, s'ajoutent ceux destinés à le fiabiliser et le sécuriser. Il en va ainsi de la rénovation des rails et du renforcement de la sécurité des systèmes d'exploitation pour limiter les accidents, de la création d'une police métropolitaine des transports, de l'achat de 77 rames de tramway et 70 bus électriques ou encore du renforcement des lignes existantes, comme la ligne 15 très fréquentée.

La gratuité des transports publics constitue une mesure pivot de ce bouquet de mesures. Initiée en 2020 avec la gratuité des week-end et accentuée en 2021 avec la gratuité pour les moins de 18 ans et les plus de 65 ans, elle a permis d'améliorer le pouvoir d'achat des habitants ; d'autant plus que les prix des carburants et l'inflation fragilisent de nombreux ménages.

La gratuité des transports totale sera l'occasion pour de nombreuses familles, qui ne pouvaient pas bénéficier d'une tarification réduite, d'économiser sur les dépenses de transport qui, au fil des années, représentent un poste de plus en plus prépondérant dans leur budget et pèsent sur leur pouvoir d'achat. La récente crise énergétique démontre plus que jamais la nécessité de favoriser le transport public.

A titre d'information, les économies que pourront réaliser les habitants de la Métropole grâce à la mise en œuvre de la gratuité totale sont substantielles :

- Pour un lycéen de 18 ans : 196 € par an ;
- Pour un retraité : 321 € par an ;
- Pour un salarié sans PDE : 481,50 € par an ;
- Pour un salarié disposant d'un PDE : 217 € par an ;
- Pour une famille de quatre personnes dont deux adultes et deux enfants de plus de 18 ans : 1470 € par an.

La gratuité pour tous les habitants, c'est également le réseau de transports de et pour tous les habitants, libérés des logiques tarifaires spécifiques à chaque public. En libérant ses passagers des démarches d'achat et de validation du titre de transport, la gratuité est également la plus à même de créer un réflexe transport en commun, à l'appui de nouvelles mobilités.

Pour rappel, dans la mesure où Montpellier Méditerranée Métropole possède une attractivité touristique et commerciale forte, et qu'il ne s'agit pas de se priver des recettes provenant de la clientèle hors Métropole, cette gratuité ne s'appliquera cependant qu'aux seuls habitants du territoire de la Métropole.

Le succès des deux premières phases de la gratuité est incontestable : ainsi, le pass gratuit week-end disponible depuis septembre 2020 comptabilise près de 103 000 pass actifs au 31 août 2023. Les pass gratuité – 18 ans et + 65 ans, disponibles depuis septembre 2021, comptabilisent un peu plus de 103 000 pass actifs au 31 août 2023. Aussi, 35% des déplacements sur le réseau sont réalisés avec des pass gratuité.

Le dynamisme économique et par conséquent du versement mobilité de la Métropole a permis d'absorber en toute rigueur financière la mise en œuvre de ces deux premières phases et cette année 2023 est l'occasion de finaliser la politique de gratuité totale du réseau de transports en commun avec le passage à la dernière étape, qui offrira ainsi désormais à tous les habitants un accès libéré à notre système de transport, à compter du 21 décembre 2023. A cette date, Montpellier Méditerranée Métropole sera le plus grand territoire d'Europe à appliquer la gratuité des transports en commun.

Au 21 décembre 2023, la grille tarifaire à destination des non-résidents de la Métropole restera inchangée. Il est à souligner que l'usager des transports publics ne contribue qu'au tiers du coût réel de fonctionnement du réseau. Ceci n'est pas spécifique au territoire de la Métropole ; il s'agit de ratio que l'on retrouve dans de nombreux réseaux urbains équipés de mode lourd tel que le tramway. Ainsi, pour les non-résidents du territoire, la Métropole continuera de supporter environ 2/3 du coût de fonctionnement du réseau au travers notamment des impôts et redevances de ses habitants et de ses entreprises.

Le passage à la phase 3 de la gratuité va induire des pertes de recettes qui seront compensées par Montpellier Méditerranée Métropole auprès du Délégitaire TaM. Le niveau de perte de recettes liée à cette dernière étape de la gratuité est estimé à 17 millions d'euros. En parallèle, avec la fin de la validation, 1 million d'euros en fonctionnement et 11,5 millions d'euros en investissement seront économisés.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la gratuité des transports et plus généralement d'une amélioration du parcours usagers dans les renouvellements de Pass gratuité, la Métropole souhaiterait que son délégataire puisse disposer des données fiscales de la Direction générale des Finances publiques (DGFIP – noms, prénoms, adresse), au titre de l'article L. 114.8 du Code des relations entre le public et l'administration, qui autorise les administrations à échanger entre elles, les informations nécessaires pour traiter une demande du public. Pour ce faire, la Métropole souhaite utiliser « l'API Impôt Particulier de la DGFIP pour récupérer les données fiscales » dont elle a besoin. Ces informations permettront l'automatisation de l'instruction des demandes de renouvellement de Pass gratuité, celle-ci s'appliquant exclusivement aux habitants de la Montpellier Méditerranée Métropole.

Les outils numériques mises à disposition des clients sont :

- Une application mobile dénommée MTicket TaM ;
- Un site internet de vente en ligne www.tam-way.com.

La mise à disposition des données fiscales, permettra au client de faire sa demande de renouvellement en indiquant son numéro fiscal et d'automatiser la validation de son droit à la gratuité des transports, sur la base d'informations certifiées à la source.

Application de mesures de rééquilibrage du contrat de DSP Transports

Le présent avenant a pour objet l'application en 2023 et jusqu'à la fin du contrat de Délégation de Service Public (DSP) de mesures de rééquilibrage de la DSP : révision du montant contractuel de la subvention forfaitaire d'exploitation (SFE) et révision du plafond de la compensation de la gratuité pour les déplacements validés des Pass de moins de 18 ans.

Prolongation du contrat de DSP jusqu'au 31 décembre 2024.

Dans un contexte de renouvellement du contrat pour l'exploitation des services de transports publics urbains, afin de permettre d'une part un temps suffisant de négociations et de rédaction du contrat et d'autre part une évaluation des effets et impacts de la première année complète de gratuité pour les résidents métropolitains, la durée du contrat initialement fixée à 6 ans à compter de la date de son début d'exécution (1^{er} juillet 2018) est prolongée de 6 mois, soit jusqu'au 31 décembre 2024.

Conformément à l'article L.3135-1 du Code de la commande publique et dans ce contexte, il est proposé la signature d'un avenant n°11 au contrat de DSP, qui prend en compte les effets des diverses décisions et modifications suivantes :

- Adapter la grille tarifaire pour le passage à la phase 3 de la gratuité à partir du 21 décembre 2023 ;
- Déterminer la compensation financière permettant le passage à cette phase 3 de la gratuité ;
- Appliquer des mesures de rééquilibrage de la DSP ;
- Prolonger de 6 mois le contrat de DSP soit jusqu'au 31 décembre 2024.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n°11 au contrat de DSP des transports publics urbains ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 66 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 11 voix

Mme Mathilde BORNE, M. Sébastien COTE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Laurent NISON, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Pierre RICO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Radia TIKOUK.

Fait à Montpellier, le 17/10/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 octobre 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20231003-247549-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 17/10/23

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant 11 DSP Transport_vDEF.docx
- Annexe12_GER_avenant11.pdf
- Annexe13_IS_avenant11.pdf
- Annexe17_avenant11.pdf
- Annexe29_CEP_avenant11.pdf
- Annexe30_grilleTarifaire_avenant11.pdf
- Annexe31_avant21decembre_avenant11.pdf
- Annexe31_apres21decembre_avenant11.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.